

**ARRÊTÉ N° 48-DDPP-20**  
**portant modification des conditions d'exploitation du site et augmentation des activités**

**Le préfet de la Loire**

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses titres 2 et 8 du livre I, son titre I du livre V ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 19-25 du 3 avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, Directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 139/DDPP/19 du 8 avril 2019 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 23 juin 2009 modifié et complété par les arrêtés préfectoraux des 2 septembre 2014, 4 juillet 2017, et 23 avril 2018, délivrés à la Société CIC – CHROMAGE INDUSTRIEL DU CENTRE, sise 3 rue de Dunkerque sur la commune de SAINT ETIENNE pour l'établissement qu'elle exploite à cette adresse ;
- Vu** le porter à connaissance présenté par l'exploitant le 1<sup>er</sup> août 2019 ;
- Vu** la demande de Cas par Cas déposée le 1<sup>er</sup> août 2019 ;
- Vu** la décision de l'Autorité Environnementale en date du 23 août 2019 dispensant l'exploitant de la nécessité de produire une évaluation environnementale ;
- Vu** les compléments apportés par l'exploitant jusqu'au 12 novembre 2019 ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 21 novembre 2019 de l'inspection des installations classées
- Vu** l'avis du CODERST en date du 7 janvier 2020 ;
- Vu** le projet d'arrêté complémentaire porté le 16 janvier 2020 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet ;
- Considérant** que le projet de l'entreprise vise à la modification de la chaîne de nickelage chimique, pour permettre la préparation chimique des pièces en alliages aluminium en vue de leur traitement ;
- Considérant** que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique en application de l'article R 122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant** les dispositions projetées par l'exploitant visant à limiter les nuisances générées par le projet ;
- Considérant** en particulier le caractère modéré des rejets envisagés au regard des concentrations et flux de polluants déjà autorisés dans les émissions du site vers les milieux récepteurs ;
- Considérant** en particulier le caractère peu significatif des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants ou approuvés dans cette zone ;
- Considérant** cependant qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant le dépôt d'un dossier d'autorisation environnementale comportant notamment rapport de base, étude d'impact, étude de dangers et plans associés, à titre de régularisation, l'objectif poursuivi étant que le site dispose à l'issue de son instruction, d'une situation administrative régulière ;
- au regard de la nécessaire prise en compte de l'avis du public et des collectivités locales concernés

par le rayon d'affichage lié à son activité de traitement de surfaces des métaux,  
- sur la base de documents techniques précités dont l'objet est d'identifier précisément les impacts et risques associés à ces installations et les dispositions humaines, organisationnelles et techniques prises pour les maîtriser. permettant une instruction appropriée aux enjeux par les services de l'État compétents et une décision emportant les prescriptions techniques indispensables à l'intégration du site dans son environnement humain et naturel ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société CIC – CHROMAGE INDUSTRIEL DU CENTRE, sise 3 rue de Dunkerque sur la commune de SAINT ETIENNE afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du directeur départemental de la protection des populations,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

La société CIC – CHROMAGE INDUSTRIEL DU CENTRE, sise 3 rue de Dunkerque sur la commune de SAINT ETIENNE, est autorisée à exercer, à cette adresse, les activités suivantes :

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Volume autorisé	A, D, NC
Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	68,25 m3	<u>Atelier Chrome :</u> Traitements chrome : 45 250 litres Déchromage (NaOH et HCl) : 3600 litres  <u>Atelier Nickel :</u> Traitements nickel : 8700 litres Dégraissages, décapages : 8300 litres Dégraissage aluminium : 1150 litres Zincate (conversion chimique de l'aluminium) : 1250 litres	A
Métaux et alliages (Travail mécanique des) : La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 150 kW	2560.2	Installations de polissage, rectifieuses, outils d'entretien (tours, fraiseuses, scies...)  Puissance installée : 130 kW	NC
Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	4120.2a	Volume confidentiel	A SB
Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	4130.2b	Volume confidentiel	D

Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	4510.2	Volume confidentiel	D
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	4511	Volume confidentiel	NC
Solides comburants catégories 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	4440	Volume confidentiel	NC
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t	4331	Volume confidentiel	NC
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t	4510	Volume confidentiel	NC
Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	1630	Volume confidentiel	

## ARTICLE 2

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié pour ce qui concerne celles applicables aux installations existantes, et l'ensemble de ses dispositions pour les nouvelles installations de dégraissage et conversion chimique de l'aluminium.

En particulier, les volumes de rétention sous la chaîne de nickelage chimique sont adaptés aux volumes des cuves qui y sont installées.

Des rétentions sélectives, dûment dimensionnées, sont prévues pour les substances et mélanges incompatibles, qu'il s'agisse de produits stockés, de bains actifs ou bain de rinçage pollués, ou encore de bains usés en attente, ou en cours de traitement dans la station d'épuration physico-chimique du site.

## ARTICLE 3

Les rejets atmosphériques du site, mesurés et respectent les valeurs limites d'émission ci-après :

La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m <sup>3</sup> )
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
Somme des métaux : antimoine, chrome total, cuivre, étain, manganèse, vanadium et de leurs composés (exprimée en Sb + Cr total + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)	5 si flux > 5 g/h
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO <sub>2</sub>	200
SO <sub>2</sub>	100
NH <sub>3</sub>	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués au minimum une fois par an selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Cas particulier de l'attaque nitrique :

NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m<sup>3</sup> sur un cycle de production et à 800 mg/m<sup>3</sup> comme maximum instantané.

Rejets de cyanure :

Si, pour une raison justifiée par l'analyse de l'impact sur le milieu récepteur et après emploi des meilleures techniques disponibles, la valeur limite d'émission de 1 mg/m<sup>3</sup> ne peut être atteinte, la valeur limite d'émission fixée il sera tenu compte de l'état du milieu récepteur ou les contraintes attachées aux installations de traitement réceptrices.

#### ARTICLE 4

L'arrêté préfectoral du 4 juillet 2017 est abrogé.

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

##### 1- Localisation des points de rejets

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	Eaux résiduaires industrielles	Eaux usées dites « sanitaires »	Eaux pluviales et eaux de voiries
Point de rejet vers le milieu récepteur	En sortie de station de traitement (déversoir)		
Coordonnées Lambert	X : 761957 Y : 2048278		
Débit maximal quotidien Débit maximal horaire	6 m <sup>3</sup> /j 1 m <sup>3</sup> /h		
Traitement avant rejet	Traitement physico-chimique par bâchées	Aucun	Dispositif permettant de respecter les valeurs limites imposées
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Le Furan via la Station d'épuration FURANIA à LA FOUILLOUSE	Réseau communal de la ville	Le Furan
Exutoire du rejet	La rivière « le Furan »		

## 2 – CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES REJETS

### 2 – Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 6,5 et 9
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

**Les eaux résiduaires en provenance de l'atelier de traitement de surface** doivent, après épuration (traitement par bâchées), respecter les caractéristiques suivantes avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux usées, eaux pluviales...) non chargées de produits toxiques.

Paramètres	Concentration maximale – Flux maximal	Auto surveillance assurée par l'exploitant (fréquence)	Mesures comparatives par un organisme tiers (fréquence)
température	< 30 °C	Chaque bâchée	Trimestrielle
pH	6,5 < X < 9	Chaque bâchée	Trimestrielle
Cr VI	0,1 mg/l	Chaque bâchée	Trimestrielle
Cr III	0,450 mg/l – Flux 2,5 g/j	Chaque bâchée	Trimestrielle
Ni	2 mg/l – Flux 12 g/j	Chaque bâchée	Trimestrielle
Zn	3 mg/l – 18 g/j	Chaque bâchée	Trimestrielle
Nonylphénols*	/		Annuelle
Trichloroéthylène*	/		Annuelle
Ethoxylates d'octylphénols	0,030 mg/l – Flux 0,18 g/j		Trimestrielle
MES	30 mg/l – Flux 180 g/j		Trimestrielle
F	15 mg/l – Flux 90 g/j		Trimestrielle
Azote global	150 mg/l – Flux 900 g/j		Trimestrielle
P	50 mg/l – Flux 300 g/j		Trimestrielle
DCO	600 mg/l – Flux 3600 g/j		Trimestrielle
Indice hydrocarbure	5 mg/l – Flux 30 g/j		Trimestrielle
AOX	5 mg/l – Flux 30 g/j		Trimestrielle
Tributylphosphate	4 mg/l – Flux 24 g/j		Trimestrielle

\* Les émissions de nonylphénols et trichloroéthylène doivent être supprimées avant le 1er janvier 2021. Si la suppression de ces substances n'est pas réalisable à des coûts acceptables, l'exploitant devra justifier par la transmission à l'inspection d'une étude technico-économique (ETE) avant le 01/01/2021 que les actions mises en place permettent une réduction maximale de ces substances.

Ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté.

**Les eaux pluviales et les eaux de voiries** rejoignent le réseau communal "eaux pluviales" de la ville de Saint-Etienne. Ces eaux doivent transiter par des dispositifs permettant de respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Concentration
MEST	600 mg/l
DBO5	800 mg/l
DCO	2000 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l

## ARTICLE 5

L'exploitant veille à ce que le bain de zincate évacué annuellement soit éliminé dans une filière adaptée à son traitement.

## **ARTICLE 6**

Les résultats de la surveillance des rejets aqueux réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/>)

Les résultats de l'autosurveillance du mois N sont saisis avant la fin du mois N+1.

Les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques sont tenus à la disposition de l'inspection.

Ils sont accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, demander la réalisation de prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et de mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 7**

L'exploitant établit sous 3 mois une Politique de prévention des accidents majeurs (PPAM), basée sur une organisation et des compétences à décrire.

## **ARTICLE 8**

L'exploitant établit sous un an un dossier d'autorisation environnementale conforme aux dispositions de l'article R.181-13 et R.181-15-2 du code de l'environnement, comprenant notamment :

- une étude d'impact conforme aux articles R.122-2 et suivants du code de l'environnement,
- une étude de dangers (EDD) conforme aux dispositions de l'Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. La méthodologie mise en œuvre pour sa réalisation est conforme aux dispositions de la Circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées.

Le site étant implanté en zone inondable, l'étude de dangers produite étudie spécifiquement le risque associé à sa situation.

## **ARTICLE 9**

L'exploitant réalise sous 18 mois un Plan d'Opérations Interne (POI). Ce plan est testé avec les services d'incendie et de secours dans les 3 mois suivant sa validation par l'inspection, puis une fois au moins tous les 3 ans. Il est révisé à la lumière du retour d'expérience des exercices réalisés, et à chaque fois que les conditions d'exploitation sont modifiées.

## **ARTICLE 10 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer

ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

#### **ARTICLE 11 : Publicité**

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposé aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affichée en mairie de Saint-Étienne pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Saint-Étienne fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

#### **ARTICLE 12 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Saint-Étienne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de Saint-Étienne, chargé de l'affichage prescrit à l'article 11 précité,
- à l'exploitant.

Fait à Saint-Étienne, le 11 février 2020

Pour le préfet et par délégation

Le Directeur Départemental  
de la Protection des Populations

Laurent BAZIN

#### Copie adressée à :

- DREAL UID Loire - Hte-Loire Inspection de l'environnement
- Archives
- Chrono

**ANNEXE 1 – DOCUMENT CONFIDENTIEL**

**DESCRIPTIF DE LA CHAÎNE DE NICKELAGE**

<div> <div>Pretraitement</div> <div>Prétraitement</div> <div>Prétraitement</div> </div>																	
ETUVE	DEGRAISSAGE CHIMIQUE ALU	ZINCATÉ	DEGRAISSAGE CHIMIQUE ACIER	DEGRAISSAGE ELECTROCHIMIQUE ACIER													
N01	N02	N03	N04	N05	N06	N07	N08	N09	N10	N11	N12	N13	N14	N15	N16	N17	N18
Volume		700L	700L	2700L	1660L	1660L	1900L	1660L	1660L	1660L	1660L	1660L	2400L	700L	700L	1660L	1660L
Température de travail	55°C	50°C	20°C	55°C	20°C	20°C	20°C	20°C	20°C	20°C	20°C	20°C	20°C	20°C	20°C	20°C	20°C
Constituants	AIR	METEX PS 60	ARP303ZN	ISOPREP 177	METEX LC 15	EAU	EAU	50% ACIDE CHLORHYDRIQUE (33,5%) + EAU	EAU	EAU	EAU	CHLORURE NIQUEL + ACIDE CHLORHYDRIQUE	100% ACIDE NITRIQUE (58%)	50% ACIDE NITRIQUE (58%)	60% ACIDE NITRIQUE + 10% ACIDE SULFURIQUE + 80g/l METEX ACS 1400	EAU	EAU

## ANNEXE II – DOCUMENT CONFIDENTIEL

### TABLEAU DE CLASSEMENT DU SITE

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Volume autorisé	A, D, NC
Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	68,25 m3	<u>Atelier Chrome :</u> Traitements chrome : 45 250 litres Déchromage (NaOH et HCl) : 3600 litres  <u>Atelier Nickel :</u> Traitements nickel : 8700 litres Dégraissages, décapages : 8300 litres Dégraissage aluminium : 1150 litres Zincate (conversion chimique de l'aluminium) : 1250 litres	A
Métaux et alliages (Travail mécanique des) : La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 150 kW	2560.2	Installations de polissage, rectifieuses, outils d'entretien (tours, fraiseuses, scies...)  Puissance installée : 130 kW	NC
Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	4120.2a	68,6 t	A SB
Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale a 1 t, mais inférieure à 10 t	4130.2b	3,6 t	D
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale a 20 t mais inférieure à 100 t	4510.2	24,2 t	D
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	4511	2,33 t	NC
Solides comburants catégories 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	4440	0,9 t	NC
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t	4331	1,57 t	NC

Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t	4510	1 t	NC
Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	1630	0,3 t	NC